

M. X répond à Nicolas Sarkozy

C.M.M. : Voilà bientôt un an que Nicolas Sarkozy a été élu à la présidence de la République. Depuis, le prix du baril de pétrole a doublé, le système financier mondial connaît une crise d'une extrême gravité, l'euro est monté à 1,60 \$, les prix alimentaires et les prix des métaux s'envolent : il faut bien faire des réformes !

M. X. : Vous auriez du mentionner aussi le changement climatique, et la perte de la biodiversité, qui font courir à l'humanité des risques majeurs.

Oui, les temps sont difficiles. Le monde doit s'adapter. La France doit s'adapter. Mais pour que les évolutions nécessaires puissent être acceptées, il faut d'abord qu'elles soient justes.

Le premier acte fort du nouveau Président, ce fut le « paquet fiscal » : 14 milliards d'euros dépensés chaque année en pure perte, dont l'essentiel sert à enrichir les plus riches. Le nouveau Président s'est ainsi positionné en champion de la lutte des classes. Ces mesures fiscales sont venues aggraver les mesures prises par les gouvernements Raffarin et Villepin, qui déjà nous faisaient revenir presque à l'Ancien Régime, avec la transmission héréditaire des privilèges.

C.M.M. : Nicolas Sarkozy, sur ce point, a reconnu une erreur...

M. X. : ... de communication, seulement ! Non, de son point de vue, ce n'était pas une erreur. C'est très précisément pour mener une politique en faveur des plus privilégiés qu'il s'est fait élire.

C.M.M. : Cependant, le chômage recule : ça fait un quart de siècle qu'on n'avait pas vu un taux de chômage aussi bas !

M. X. : Le Président n'y est pour rien : cela fait aussi un quart de siècle qu'on savait que le départ à la retraite de la génération née juste après la deuxième guerre mondiale (le fameux « baby-boom ») allait provoquer une baisse mécanique du chômage. Au contraire, les mesures prises par son gouvernement (dans la continuité des deux gouvernements de droite précédents) visent à ralentir la baisse du chômage : démantèlement des 35 heures, encouragement aux heures supplémentaires, efforts (il est vrai infructueux) pour que les travailleurs plus âgés restent au travail plus longtemps.

C.M.M. : Mais pourquoi ralentir cette baisse du chômage ?

M. X. : Un chômage important assure au patronat un rapport de force plus favorable par rapport aux salariés. Il est vrai que le patronat peut jouer aussi sur la concurrence des bas salaires des pays de l'Union européenne, et des pays émergents (Chine et Inde).

C.M.M. : C'est bien pourquoi on ne peut augmenter les salaires : il ne faut pas tuer la compétitivité des entreprises !

M. X. : Vous touchez là une question importante.

Il faut d'abord observer que, pour les services de l'Etat, l'argument ne tient pas : ils ne sont pas en concurrence.

Ensuite, qu'une grande partie de l'activité économique ne subit pas de concurrence directe de l'étranger : la plupart des activités de service, de commerce, les transports publics... Une remise en cause, au profit des salariés, du partage entre profits et salaires, organisée au niveau national, n'aurait pas d'incidence sur la concurrence entre les entreprises.

C. M.M. : Mais pour les biens et services que nous achetons et vendons à l'étranger ?

M. X. : J'y viens. L'épuisement des énergies fossiles, la nécessité de réduire les émissions de CO2 vont obliger à relocaliser, partout dans le monde, l'activité économique. Donc à réduire fortement nos achats (et nos ventes) à l'étranger. Les conséquences des transports sur l'environnement (émissions de CO2, et autres pollutions) ne sont pas prises en compte : elles devront l'être, par des taxes appropriées. Voilà les réformes importantes qu'il faut réaliser !

Nous devons toujours acheter certaines marchandises à l'étranger. Et donc, vendre aussi à l'étranger. Mais beaucoup moins qu'aujourd'hui. La question de la compétitivité vis-à-vis de l'étranger subsistera, mais elle perdra de son importance.

C.M.M. : Cependant, pourquoi l'Allemagne réussit-elle mieux que la France en matière de commerce extérieur ?

M. X. : Nous avons un patronat particulièrement incompétent. La fin du pétrole, pourtant annoncée depuis longtemps, l'a-t-il incité à construire des éoliennes ? Non, c'est au Danemark que nous les achetons. Que vendons-nous ? des armes, hélas ! Des Airbus... alors que le transport aérien est condamné à terme ... !

Bonnes nouvelles

Eric Besson lance un exercice de prospective « digne du Plan » (du moins selon lui). Huit groupes de travail et une commission plénière vont plancher sur un diagnostic stratégique de la France en 2025. *[Pour avoir maintes fois suggéré que l'on fasse effort de prospective, et même de planification, CMM se réjouit que notre pays s'engage dans cette démarche, et cherche à rassembler des « données objectives, partagées »].*

Hélas, les premiers propos du Secrétaire d'Etat, dans sa présentation de l'« état des lieux », donnent quelques inquiétudes. « La France », dit-il, « ne s'est pas adaptée assez rapidement à la mondialisation et à l'accélération de la compétition ». Faudrait-il ne raisonner qu'en termes de compétition ? Et pas de coopération ?

Certains éléments du constat font consensus : l'ascenseur social en panne ; les jeunes et les seniors sous-employés ; un Français sur dix en dépression ; la R&D et l'innovation en difficulté ; la France compétitive pour l'accueil des capitaux étrangers ; la France est le pays le plus fécond d'Europe (sur ce dernier point : alors que l'on espère que la population mondiale se stabilise autour du nombre considérable de 9 milliards d'habitants, il n'y a pas lieu de vanter la « fécondité » comme une qualité. Ni d'encourager les familles nombreuses. Heureusement que bien des pays ont une moindre fécondité !).

Là où ça se gâte, c'est lorsqu'il s'agit des « perspectives de croissance ». Un graphique montre, pour 2050, en dollars et prix courants, un Produit intérieur brut par habitant de plus de 80 000 pour les Etats-Unis et le Japon, 80 000 pour la France, un peu moins pour l'Allemagne, et 35 000 pour la Chine, à comparer aux chiffres d'aujourd'hui, 40 000 environ, pour les Etats-Unis, le Japon, la France et l'Allemagne, et près de 0 pour la Chine. [A se demander si les économistes qui ont « calculé » de telles « prévisions » savent faire autre chose que d'extrapoler des tendances existantes, et ont entendu parler de la fin du pétrole, de l'épuisement des matières premières du sous-sol de la planète, et du réchauffement climatique.

La question essentielle à se poser ne serait-elle pas plutôt de savoir comment faire face à ces perspectives, dans un esprit de solidarité au sein de notre pays ainsi qu'aux niveaux européen et mondial ? JPA](Le Monde, 23 avril).

La fin du pétrole

Légère baisse (- 1 %) de la production en Russie (deuxième exportateur mondial de brut après l'Arabie Saoudite) au premier trimestre 2008. Le vice-président de Loukoil a indiqué que la production de son pays a atteint 10 millions de barils par jour en 2007 et que ce niveau est le plus important qu'il devrait voir de toute sa vie. Pour lui, son pays est dans la même situation que le Mexique, l'Alaska et la mer du nord, trois régions où la production d'or noir décroît fortement depuis des années en raison de l'épuisement des réserves. *(Le Monde, 16 avril).*

Monde

Emeutes de la faim. Egypte, Mauritanie, Mexique, Maroc, Bolivie, Pakistan, Indonésie, Malaisie. Confrontés à la flambée des cours (ceux du blé et du riz ont doublé en une année), les réactions violentes se multiplient. La crise actuelle ne vient pas d'une diminution de l'offre, mais d'une croissance de la demande plus forte que prévu. Les experts savaient que la croissance démographique allait entraîner une hausse de la demande. Mais ils n'avaient pas bien anticipé l'ampleur et la rapidité des changements des habitudes alimentaires. La demande des pays émergents comme l'Inde et la Chine se rapproche des standards internationaux avec une consommation de viande et de lait en hausse. Cette demande supplémentaire accroît, elle aussi, les besoins en céréales destinés à nourrir le bétail. Et pas moins de 100 millions de tonnes de céréales sont utilisées chaque année pour la fabrication d'éthanol ou de bio-diesel. *(Le Monde, 13-14 avril).*

Quelles solutions contre la faim ? « On a longtemps prétendu les systèmes traditionnels insuffisamment productifs, mais parce que l'on s'est évertué pendant des décennies à singer l'agriculture des pays industrialisés ! », s'élève l'agronome Marc Dufumier, qui estime possible d'alimenter 9 milliards d'humains en 2050, ce qui signifie un doublement de la production actuelle, « grâce à une agroécologie dont les principes de base sont connus sur tous les continents »: des haies pare-vent pour abriter les cultures, des arbres aux racines profondes puisant les nutriments dans le sol pour les restituer à la couche superficielle quand les feuilles tombent ; sous leur ombre, des cultures associées en rotation -céréales, légumes et légumineuses, qui éloignent des prédateurs et fixent l'azote de l'air, fertilisant le sol par leurs déchets ; la couverture de l'humus pour préserver son humidité, le fumier animal pour l'enrichir... « Bref, il s'agit d'augmenter la productivité des écosystèmes locaux, et pas de monocultures qui appauvrissent les sols, la biodiversité, exigent des engrais et des pesticides issus de la pétrochimie, des machines, etc. Il n'est plus possible de préconiser des solutions coûteuses en énergies fossiles et en intrants importés. L'agroécologie est accessible au milliard de petits exploitants -80 % du total mondial- qui ne possèdent que des outils manuels ». *(Politis, jeudi 24 avril).*

« A l'inverse, les OGM sont un leurre. Aucune culture génétiquement modifiée n'a vu ses rendements augmenter. Les OGM peuvent diminuer les coûts pour l'agriculteur -aspersion de pesticides réduites, etc. Mais la contrepartie, dans les pays du Sud, c'est la destruction d'emplois agricoles, plus de paysans sans terre, et... l'augmentation de la faim ! Et puis les avantages initiaux finissent par disparaître, quand apparaissent des herbes ou des agresseurs résistants aux

pesticides. Il faut alors augmenter les doses, et les gains sur les coûts sont annulés », dit aussi Marc Dufumier (*Politis*, 17 avril).

[Profitez de la promotion actuelle pour les nouveaux abonnés, 33 € les 12 numéros, ou abonnement par prélèvement mensuel à durée libre à 11 €, service abonnement *Politis*, Aldabra, 142 rue Montmartre, 75002 Paris ; ou en ligne sur www.politis.fr].

Indignations sélectives. « Au cours des mêmes journées où le régime chinois tuait plus de cent Tibétains, Israël tuait cent vingt personnes à Gaza. Pour Pékin, il s'agissait de « voyous appartenant à la clique du Dalai-lama » ; pour Israël, de « terroristes », parfois en très bas âge. Nous ne demandons pas que les organisations qui ont le sens de l'opportunité médiatique abandonnent le Tibet, mais que leur indignation s'exerce aussi quand les oppresseurs occupent l'Irak, ou colonisent la Palestine, ou massacrent les Tchétchènes, ou mènent une véritable chasse aux immigrés ». (*Denis Sieffert, Politis*, 17 avril).

Turkménistan. Les noms des jours de la semaine et des mois de l'année, qui avaient été rebaptisés, du temps de l'ancien président, Niazov, mort en 2006, vont retrouver leur ancien nom. Janvier, par exemple, était devenu « Turkmenbachi » (chef de tous les Turkmènes, le titre de Niazov). (*Le Monde*, 27-28 avril).

Europe

« Droits à polluer ». Quelle curieuse expression ! Elle est souvent utilisée pour désigner le marché des quotas d'émission de CO₂, censé provoquer une diminution des gaz à effet de serre. Les idéologues ultra-libéraux ont inventé cette véritable « usine à gaz » qui, non seulement n'est pas efficace (*cf par exemple l'analyse d'Henry Prévot, CMM HS N°4*), mais génère d'énormes rentes pour les plus gros pollueurs.

En 2005, l'Union européenne attribue, pour la période 2005-2007, à chacun des industriels gros pollueurs (sidérurgie, cimenteries, raffineries, usines à papier, verreries, production d'électricité à partir de charbon ou de gaz), des « quotas d'émission », qu'il « consomme » pour chaque tonne de CO₂ émise : si ses émissions ont dépassé ses quotas, il est pénalisé. Pour l'éviter, il peut réduire ses émissions, ou, à défaut, acheter des quotas à des industriels qui ont limité leurs émissions en deçà de leur plafond. Le pari de ce commerce de « droits à polluer » : minimiser le coût global de la réduction des émissions. Les industriels à qui cela coûte le moins cher devraient engager les premiers efforts, quand les autres trouveront avantage à acheter des quotas supplémentaires. Voilà pour la théorie.

La valeur du quota, établie à 7 € début 2005, grimpe à près de 30 € début 2006. Mais en avril 2006, on s'aperçoit que les quotas alloués dépassent de 4% le montant des émissions de 2005 : certains pays, dont la France, ont été laxistes dans la distribution de quotas. Le cours de la tonne de CO₂ s'effondre à 0,04 € fin 2007 !

Et en fin de compte ? Les émissions de l'industrie ont continué à augmenter (de 1% par an)...Et certains industriels engrangent des profits considérables. Jusqu'à 71 milliard d'euros de bénéfices, qui reviennent essentiellement aux producteurs d'électricité à partir du charbon (car ils font payer à leurs clients les tonnes de CO₂ qu'ils émettent) !

Par les droits à polluer, les Etats ont ainsi distribué un bien commun –le climat- à des intérêts privés qui en tirent une quasi-redevance auprès du public. (*Lire l'article de Politis*, 17 avril, qui cite notamment un rapport commandé par WWF.)

France

Train de vie de l'Etat. Le décor du spectacle donné à l'Elysée le 24 avril, et retransmis par TF1, France2, LCI, BFM, i-télé, France24, etc, vous a-t-il plu ? Estrade de verre, tables gigognes et fauteuils modernes ont été réalisés par Philippe Désert pour le coût modeste de 280 000 €. (*Dominique Dhombres, Le Monde*, 26 avril).

Hausse des prix. Les prix de détail ont augmenté de 0,9 % au mois de mars : il faut remonter vingt-et-un ans en arrière pour trouver une hausse comparable. Sur douze mois, ce sont les prix de l'alimentation qui ont augmenté le plus (5,3 %) avec ceux de l'énergie (+ 19,5 % pour les produits pétroliers, 38,6 % pour les combustibles liquides et + 16,4 % pour les carburants). (*Le Monde*, 16 avril).

Allongement de la durée de cotisation pour la retraite. « La loi de 2003 a dit qu'il faudrait 41 ans en 2012, sauf s'il y a un fait nouveau. Il n'y en a visiblement pas. » [*Droit dans ses bottes, Tête-à-Claques, dans son show du 24 avril. Pourtant, malgré les déclarations d'intention de 2003, le taux d'activité des « seniors » entre 55 et 64 ans – un des plus bas d'Europe avec 38,1 en France contre 43,6 % dans les autres pays- ne s'est guère amélioré. De moins en moins de salariés pourront donc bénéficier d'une retraite à taux plein. Les salariés ne travailleront pas plus. Les retraités gagneront moins...*].

RSA : « Les salariés modestes paieront pour les pauvres », observe Alain Vidalies, secrétaire national du PS aux entreprises, à propos du revenu de solidarité active (RSA) , ce complément de ressources destiné aux travailleurs pauvres et aux bénéficiaires de minima sociaux, qui a pour ambition d'encourager le retour à l'emploi. Le financement du RSA sera en effet assuré en « redéployant une partie du coût de la prime pour l'emploi ». (*Le Monde*, 26 avril]. Pas question, en revanche, de reprendre aux riches le cadeau qui leur a été fait, et sera refait chaque année, avec le « paquet fiscal ».

La République du double langage. Aimé Césaire, « un symbole d'espoir pour tous les peuples opprimés », a estimé le chef de l'Etat .

Lequel, par ailleurs, fixe au gouvernement des objectifs en nombre d'expulsions de travailleurs étrangers. En 2008, l'Etat français demande à ses fonctionnaires de tendre de véritables souricières pour capturer les étrangers qui séjournent sur son sol. *[Doit-on dire la République ? Est-ce en notre nom, « au nom du peuple français », qu'on se comporte ainsi ?]*.

« Afin d'assurer la reconduite effective des étrangers faisant l'objet d'une OQTF [obligation de quitter le territoire français] notifiée ou d'un APRF [arrêté préfectoral de reconduite à la frontière] daté de moins d'un an », précise ainsi une circulaire de la préfecture des Hauts-de-Seine, « il a été décidé de procéder à l'interpellation systématique de ces catégories d'individus *[ce ne sont plus des personnes, mais des « individus » -louches, tant qu'à faire!]* lorsqu'ils se présentent spontanément au guichet du bureau des étrangers ». La circulaire donne le mode d'emploi : confiscation du passeport, « l'étranger est invité à prendre place dans la salle d'attente » ; « l'interpellation sera réalisée en cabine fermée ». Le 6 février 2007, la Cour de cassation avait pourtant considéré comme illégale l'arrestation d'un sans-papiers convoqué au guichet d'une préfecture. *(Franck Nouchi, Le Monde 2, 26 avril)*.

La Françafrique est de retour. On allait voir ce qu'on allait voir ! Plus question de cautionner les dictateurs africains. Moralisation, droits de l'homme ! Las, Jean-Marie Bockel, éphémère secrétaire d'Etat à la coopération, qui avait eu de fortes paroles sur le sujet, se voit remplacer à ce poste. Et son successeur se précipite au Gabon, rendre hommage à Omar Bongo, bel exemple de ces autocrates « amis de la France ». *(Le Monde, 27-28 avril)*.

Tir à balles réelles contre des émeutiers. Le 8 mai 2007, contre toutes les règles d'engagement des forces de l'ordre en banlieue, les policiers ont utilisé leur 357 Magnum contre des émeutiers à la Grande Borne, un quartier de Grigny (Essonne). Au moins 7 coups de feu, peut-être 9, ont été tirés en direction de jeunes qui lançaient des pierres et des cocktails Molotov. Un jeune homme de 17 ans a été blessé au bras. L'enquête de l'Inspection générale de la Police nationale a permis d'établir les faits, bien que les autorités judiciaires locales aient cherché à minimiser l'incident en limitant les investigations. Le jeune homme, accusé de tentative de meurtre, a été libéré après neuf mois de détention provisoire. Sa famille espère un non-lieu et une indemnisation pour la blessure et la période de détention. *(Article détaillé à lire dans Le Monde, 26 avril)*.

Inégalités entre communes. La Constitution impose au législateur de « favoriser l'égalité entre les collectivités territoriales » par la péréquation.

C'est en effet bien nécessaire : en France, les inégalités de ressources entre communes sont d'une ampleur sans équivalent en Europe ; en 2006, le pouvoir d'achat par habitant des 1% des communes les plus riches était 45 fois plus élevé que celui des 1% les plus pauvres.

Las ! les inégalités de richesse entre les communes sont de moins en moins bien corrigées par les mécanismes de péréquation instaurés par l'Etat.

Pourquoi ? une étude commandée par le ministère de l'intérieur (mais non rendue publique depuis la remise de ses conclusions, en juillet 2007) montre que la réduction des inégalités est en recul depuis 2001. Deux réformes des dotations de l'Etat ont entraîné des dégâts collatéraux désastreux, l'une, initiée par Dominique Strauss-Kahn, date de 1999 ; l'autre date de 2005. *(Pour les détails techniques, voir l'article d'E. Chevallereau, Le Monde, 26 avril)*.

Un retraité comblé. François Ceyrac, fut président de l'Union de la métallurgie de 1969 à 1973, période où il a créé la fameuse caisse aujourd'hui riche de 600 millions d'euros, au sujet de laquelle son successeur Denis Gautier-Sauvagnac est mis en examen. Il a également présidé le CNPF, l'ancêtre du Medef, de 1972 à 1981.

Chacun sera ravi d'apprendre qu'il a, jusqu'en 2007, perçu 5000 € par mois en liquide, à titre de complément de retraite, prélevés sur cette même caisse. Il réside depuis 1959 à titre gracieux dans une villa au Vésinet (Yvelines), appartenant à l'UIMM. *(Le Monde, 24 avril)*.

Gauche : l'électrochoc dont a besoin le Parti socialiste pour se reconstruire et l'emporter passe par une critique approfondie du capitalisme.

« Les trois échecs successifs du candidat socialiste à l'élection présidentielle (1995, 2002, 2007) ne sont pas l'effet du hasard, mais la conséquence d'une rupture profonde avec les couches populaires que Ségolène Royal n'a comblé qu'en partie en 2007. (...) »

Succédant à l'ère du New Deal (1945-1979), la globalisation libérale, voulue de longue date par les Etats-Unis (...) a débouché sur la domination sans partage du capital financier. (...).

Les Etats-Unis n'ont plus les moyens de dominer seuls le monde (...) ; ils cherchent en Europe des suppléants, mais rien ne saurait enrayer la marche vers un monde multipolaire, avec la montée des grands pays émergents (Chine, Inde, Brésil, ...) et le retour de la Russie.

La seule question qui se pose est de savoir si nous prétendons contrarier cette évolution en nous mettant à la remorque de la politique néoconservatrice américaine, au risque de tensions et de conflits multipliés, ou si, au contraire, nous voulons que la France et l'Europe tiennent leur rôle pour faire prévaloir le dialogue des cultures et l'autorité du droit international sans lequel il ne peut y avoir de paix durable dans ce monde multipolaire.

Les institutions internationales qui sont au cœur de la globalisation financière (FMI, OMC) sont en pleine crise (...). Les règles de l'organisation monétaire et du commerce international sont à revoir. Un grand parti de toute la gauche, en France, doit se donner pour visée l'organisation d'un nouveau New Deal à l'échelle mondiale. Cette nouvelle donne

monétaire, sociale, environnementale, implique la réunion de grandes conférences internationales entre pays industrialisés et pays émergents. (...)

C'est ainsi que la gauche française pourra donner une juste perspective aux luttes sociales, particulièrement en ce qui concerne les délocalisations et la préservation, en France et en Europe, d'un tissu productif moderne. La gauche française doit construire autour d'elle une vaste « alliance des productifs ». (...).

L'organisation, dans tout le pays, de « forums de l'unité », dès lors que seront abordés des débats de fond, permettra d'attirer des milliers de sympathisants. Nous créerons ainsi cet « événement-électrochoc » que serait une nouvelle refondation de la gauche, à l'image de celles qui, de 1905 à 1971, ont rythmé son histoire.

Un tel parti doit s'ouvrir à toutes les sensibilités. En effet, un « parti révolutionnaire » dressé contre un parti « social-libéral » ouvrirait un boulevard à la droite. Les communistes, dont l'histoire a eu sa grandeur, trouveront mieux qu'un rôle d'appoint au PS dans la création d'un grand parti de toute la gauche. (...)

Construisons une véritable alternative en prenant appui sur les intérêts indissociables de la France et du monde du travail ». (Jean-Pierre Chevènement, *Le Monde*, 24 avril).

Dans la dernière livraison de la revue « la Révolution prolétarienne », on lira notamment :

- Dialogues interculturels plus faciles ou plus difficiles, en compagnie de François Jullien (Jacques Demorgon) ;
- Lire René Girard ? (Pierre Aubery) ;
- L'Arche de zoé : de l'humanitaire à la dérive humanitariste (Lawoetey-Pierre Ajavon) ;
- Le broussard et l'aborigène (Jean et Francine Moreau).

(*La Révolution prolétarienne*, 26, rue des Rosiers, 75004 Paris, trimestriel, abonnement 23 € <http://revolutionproletarienne.wordpress.com>).

Montrouge : ATTAC 92 a le plaisir de vous inviter à une **réunion-débat** publique, gratuite et conviviale, le mardi 6 mai, à 20 H 30, au café du 7, rue Sadi Carnot (lieu à confirmer), sur le thème : "Stop à la casse du droit du travail". Venez en discuter, avec une inspectrice du travail.

Courrier des lecteurs

A.R. Le dernier édit " Prenons le pouvoir de l'imagination " m'interroge sur au moins deux points :

- tu dis "Redécouvrons le beau mot de "citoyen"... En République, c'est le peuple qui est souverain". Il se trouve que je travaille actuellement, en vue d'un ouvrage sur les personnes du coin du département où je vis, qui comptaient dans le passé (les notables) et j'en suis aux années qui ont suivi la Révolution française, période où l'on donnait du citoyen Préfet ou du citoyen Tartempion, période où le peuple était souverain mais aussi période où la Terreur, puis le Consulat, puis l'Empire introduisaient la dictature en France. Bien sûr les temps ne sont pas comparables mais l'utopie, le "demandons l'impossible", ne font pas un programme ni une voie pleine de certitudes.

- d'où ma seconde remarque... Tu termines par une phrase "Là où il y a la volonté, il y a un chemin". Ça résonne en moi parce que je viens de voir le film "Into the wild". Je suppose que tu l'as aussi vu, sinon vas le voir mais alors je ne voudrais pas te dévoiler la fin à laquelle le héros est arrivé, lui qui disait que quand on voulait, on pouvait.

Le rêve que tu appelles de tes vœux ne peut devenir réalité, [qu'] au minimum en t'engageant, non pas dans des "impossibles", justement impossibles, mais surtout en montrant concrètement et tout de suite des réalisations qui font avancer le schmilblik, soit en votant bien sûr, soit en militant bien sûr, soit aussi en apportant ton aide, tes compétences, ton expérience, tes bras au secours de ceux qui souffrent, en France ou à l'étranger.

L'information que tu apportes avec ta lettre est utile, même si elle fait trop la part belle au quotidien *Le Monde* - ça n'est pas à cause du nom de l'association "Citoyen du monde" ? Elle mériterait peut-être aussi que l'édition se saisisse de l'une de ces informations, que tu jugerais prioritaire, pour la développer et faire débattre dessus.

PHB. Bonjour camarade Tête-à-Claques bis, je suis convaincu que tu apprécieras à sa juste valeur l'honneur de recevoir le même sobriquet que celui que tu attribues à longueur de pages au Président de la République, qui, je te le rappelle, a été élu très démocratiquement, à une large majorité doublée d'un très faible taux d'abstentions. Tu as bien entendu le droit de penser que la grande majorité des Français sont des cons comparés à ton intelligence supérieure d'Ingénieur des Mines.

Comme tu le sais, je partage un certain nombre d'idées que tu défends, en particulier sur l'avenir de la planète et sur le gâchis que l'humanité en fait.

Mais je suis de plus en plus déçu par tes envolées démagogico/politico/lyriques qui se veulent fondamentalement destructrices et qui portent à douter de la pertinence des idées évoquées ci dessus.

Les injures et autres grossièretés ne font qu'abaisser leur auteur et, comme on dit dans ma campagne profonde, "on n'est jamais sali que par la boue".

Je suis de plus en plus étonné que, muni d'un diplôme prestigieux et envié, tu persistes à te ranger du côté des aboyeurs patentés, rarement capable de donner plus et je suis convaincu que tu dessers ainsi les bonnes causes que tu prétends défendre à un moment où il y a tant de choses constructives à faire pour protéger ce qui reste de la planète.

En toute amitié.

[Je n'avais jamais eu envie d'appeler "Tête-à-Claques" un autre Président de la République. Mais ce sobriquet illustre l'exaspération qu'il m'inspire. Malgré qu'il ait été élu par une incontestable majorité de nos concitoyens. Je crois qu'il a beaucoup fait pour dévaluer sa fonction: "descends si t'es un homme", "casse-toi, pauvre con", "quel imbécile !", pour qualifier un de ses collaborateurs... Le comportement de chef de parti, et non pas de président de tous les Français...]

Les discours sans sincérité, l'égo surdimensionné.... Ca va mal finir, a dit quelqu'un de son camp ! Je crains bien qu'il ait raison.

Je ne pense pas que la grande majorité de nos concitoyens soient des cons. Je crois qu'ils ont été abusés, et qu'ils en reviennent. Il faut dire que la concurrente n'était pas très bonne, elle non plus ! Mais voilà, il y a les sondages qui ont longtemps fait croire qu'elle serait la mieux en mesure à faire échec à celui qui, à juste titre, faisait peur... C'est pour cela que les socialistes, mal inspirés par les faiseurs de sondages intéressés, l'ont choisie.

Nos concitoyens ont (trop) facilement tendance à prendre pour argent comptant les promesses qu'on leur fait. Le précédent président leur avait fait le coup de la dénonciation de la "fracture sociale"... On a vu ce que cela a donné ! JPA].

J. C. Merci pour tout le très beau travail que tu effectues....

C.D. Je ne donne pas beaucoup de signe de vie mais je lis avec attention ta gazette (un peu en diagonale des fois, sorry !).

Beau boulot ! Je sais ce que c'est car j'en fais une toute petite avec des élèves du collège de mon village et c'est dur dur surtout au niveau de la censure de l'éducation nationale hyper conservatrice et frileuse. Alors que les gosses sont pleins d'idées, d'envies, d'initiatives qu'il suffirait juste d'accompagner mais pas de barrer !

Au fait à quand un n° sur 68 ? car on entend et on lit tout et n'importe quoi ? utile pas utile ? fini pas fini ? révolution ou fait divers ?

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.